



HAÏTI : Les conditions pour la démocratie n'ont pas été réunies



4 Décembre 2018 - *CIVICUS* parle aujourd'hui à Jean Marc-nel Etienne, Président de l'Union des Frères pour Alternatif du Développement Intégré (UFADI), une organisation de la société civile haïtienne qui travaille pour promouvoir les droits de l'homme, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Quelles sont les conditions minimales pour une démocratie qui fonctionne et une société civile capable de faire son travail ? Ces conditions sont-elles remplies en Haïti ?

La démocratie garantit des droits et des devoirs à toute la population sans exception, quel que soit l'origine, la couleur de la peau ou la culture des personnes. Les droits peuvent se résumer comme suit : droit à l'éducation, droit à la nourriture, droit au logement, droit à la liberté d'expression et à tous autres droits civiques. En ce qui concerne les devoirs, je dirais que les bénéficiaires des droits doivent en retour respecter les normes et les principes que la société leur impose afin de garantir leur bon fonctionnement.

Au début des années 1990, Haïti a choisi de devenir un pays démocratique. Trois décennies plus tard, elle se trouve dans le chaos. Qu'est-ce qui a causé cette situation ? Les autorités haïtiennes remplissent-elles leurs devoirs envers la population ? La démocratie est-elle efficace en Haïti ?

Si nous prenons en compte la réalité d'Haïti, et particulièrement le niveau des inégalités sociales, on peut dire que les conditions pour la démocratie n'ont pas été réunies. Elles ont été bafouées par nos propres dirigeants. La population haïtienne est laissée à elle-même. Pas mal de mesures ont été prises visant l'amélioration de la situation, mais elles sont toutes restées sur papier sans pouvoir atterrir dans la vie quotidienne de la population.

Faut-il vraiment préciser les principales limites de la démocratie en Haïti, où les partis opposants ont utilisé la démocratie sans garder la limite et le respect des autres ? La démocratie vise au comportement - elle exige la jouissance d'un ensemble complet de droits civils, sociaux et politiques. Voilà en quelques sortes ce qui constitue la pierre

angulaire de la citoyenneté : le droit de choisir un leader, le droit d'expression, ces droits ne peuvent être refusés à aucun individu n'importe le rang ou la classe à laquelle il appartient. A cause de la conquête des droits liés à la citoyenneté, au cours des trois dernières décennies le peuple haïtien a acquis une conscience politique qui lui est sienne et irréversible, et que personne ne peut lui enlever. Mais quand le droit du peuple n'est pas démocratiquement respecté, il y aura toujours une lutte contre le fonctionnement du gouvernement en place, soit pour le renverser, soit pour réclamer son droit. Et en Haïti le gouvernement et les partis politiques d'opposition ne maintiennent pas la démocratie, tout ce qu'ils font n'est que pour défendre leurs propres intérêts alors que la situation de la population reste critique.

Quels sont les autres défis majeurs auxquels la société civile nationale est confrontée en Haïti ?

Les défis de la société civile en Haïti sont révélés par l'analyse de l'économie nationale et soulève des questions brûlantes qui doivent être abordées avec des positions de principe et des stratégies. Ce sont la croissance, l'institutionnalisation et la bonne gouvernance économique. Le contexte global a entraîné le développement d'une économie locale peu contrôlable qui au fil du temps est devenue vulnérable par avec le temps en raison de l'insuffisance des éléments nécessaires à sa reproduction, l'absence de vision et d'objectifs, le manque de souci pour la durabilité, et l'incapacité à se corriger. Cela a entraîné cinq grands défis pour la société civile.

Tout d'abord, la société civile est confrontée au défi de contribuer au développement des bases socio-économiques solides pour les générations futures. Haïti a l'un des taux de jeunes le plus élevé au monde, et ceux de 15 ans d'aujourd'hui ne seront vraisemblablement pas à même de prendre charge des plus âgés dans 20 ans.

Deuxièmement, la société civile doit faire son travail dans une société instable sur les plans politique et économique. Le financement est faible comparé aux besoins, et lorsque le crédit est disponible, c'est uniquement pour effectuer des activités rentables dans l'immédiate qui n'améliorent pas la productivité locale, ce qui demanderait des efforts de plus longue durée. Les importations représentent plus de 50% de l'offre globale du pays, alors que les exportations représentent à peine 20% de la demande globale, résultant principalement d'une libéralisation outrée du commerce extérieur dans l'absence de mesures d'assainissement. La vulnérabilité de l'économie place la société civile dans une situation précaire. Afin de disposer de moyens suffisants pour mettre en œuvre ses projets, il est obligé de dépendre de l'extérieur.

Troisièmement, pour mettre pleinement en œuvre ses projets, la société civile a besoin d'infrastructures adéquates en quantités suffisantes. Nous sommes au 21ème siècle et nous n'avons même pas une alimentation électrique adéquate. Mais des taxes mal appliquées, une surveillance en douane douteuse, une libéralisation mal conçue, des exemptions diverses et des formes cachées de protectionnisme, ont développé une aversion pour le risque chez les détenteurs de capitaux, qui restent donc confinés à des activités qui n'ont rien à voir avec la production nationale. En outre, l'État est incapable de générer les ressources qu'il faut, car la majorité des activités économiques se déroulent dans le secteur informel, ce qui rend son assiette fiscale très étroite. Les taxes perçues sur les quelques activités fonctionnant formellement ne laissent donc pas de grande marge de manœuvre à l'État pour produire et fournir les services nécessaires et assurer l'équité dans leur distribution.

Finalement, il y a le défi de mettre les institutions au service du développement et du bien-être collectif. Les fonctionnaires ne doivent pas se confondre à l'Etat ; tout au contraire, ils doivent le gérer pour garantir ce bien-être collectif.

Quels ont été les principaux problèmes à l'origine des manifestations anti-corruption qui ont eu lieu au mois de novembre ? Quelle a été la réaction à la violence qui a produit plusieurs morts parmi les manifestants ?

Les manifestants demandaient « Où est le fond du Petrocaribe ? ». C'est à dire, ils demandaient une enquête sur un détournement de fonds d'un programme vénézuélien, appelé Petrocaribe, qui fournissait du pétrole brut aux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale à des conditions très généreuses. L'année dernière, le Parlement haïtien a publié un rapport reprochant à d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement des irrégularités dans l'utilisation de ces fonds, mais aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les manifestants ont donc exigé des sanctions à l'encontre de ceux qui ont détourné les fonds de Petrocaribe, que d'autres pays de la région ont utilisés pour des projets d'infrastructure, alors qu'en Haïti, quelqu'un les a volés.

De l'avis de plusieurs analystes, l'affaire Petrocaribe est la plus grande opération de corruption et de détournement de fonds publics et le plus grand crime financier de l'histoire d'Haïti. Les responsables doivent être jugés et jetés en prison. Haïti cessera ou devrait cesser d'exister en tant qu'État s'il n'y a pas de procès dans l'affaire Petrocaribe. Beaucoup de jeunes se sont mobilisés pour demander de l'action. Alors que la lutte pour faire la lumière sur l'utilisation frauduleuse du fonds Petrocaribe n'était pas née sur les médias sociaux mais plutôt déclenchée par un rapport parlementaire, le mouvement s'est considérablement accru grâce à l'activisme en ligne, avec le hashtag #PetrocaribeChallenge.

Ce défi a dépassé les réseaux sociaux et a pris une nouvelle dimension en descendant dans la rue. En plusieurs endroits en Haïti - notamment à Port-au-Prince, à Port-de-Paix, à Fort-Liberté, à Hinche, à Mirebalais, à Jérémie, à Jacmel, aux Gonaïves, à Saint Marc, à Ouanaminthe, à Cap-Haïtien et aux Cayes - et parmi la diaspora haïtienne à l'étranger - à Montréal, New York et Paris - des milliers de manifestants ont défilé, leur nombre augmentant de façon exponentielle chaque jour. Munis de pancartes, d'affiches et de banderoles, scandant des propos hostiles aux autorités politiques et judiciaires, ils ont interpellé avec véhémence le gouvernement en place pour que la lumière soit faite sur l'utilisation des fonds Petrocaribe.

Le mouvement #PetroChallenge a culminé le 17 octobre, quand des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, essentiellement pacifiquement, dans presque toutes les grandes villes haïtiennes. La manifestation a rassemblé personnes des plus diverses, dont des enfants, des adultes, des personnes âgées et des jeunes, des lycéens et des étudiants. Il y a eu de violents affrontements entre la police, qui a tiré plusieurs fois avec des balles réelles, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, et des manifestants, qui ont riposté en jetant des pierres et des bouteilles et en installant des barricades enflammées. Et à nouveau à la mi-novembre, des manifestations ont eu lieu jour après jour avec de violents affrontements avec la police. Cette fois, les manifestations ont également devenue une sorte de référendum contre le président, de nombreux membres de l'opposition politique ayant profité des mobilisations pour exiger sa destitution. [Le 18 novembre](#) a abouti à des crimes impensables. De nombreuses personnes ont été tuées, outre ceux déjà tués dans les

manifestations précédentes, y compris de jeunes enfants, et plusieurs personnes ont été tuées même chez elles.

Les manifestations-monstre qui se sont déroulées ces jours-là à travers tout le pays drainant plusieurs centaines de milliers d'individus, illustrent parfaitement l'axiome classique de Sun Tzu, comme quoi si l'on fait rouler une balle le long d'une pente abrupte, la force fournie est minime, mais les résultats sont incalculables. Le 17 octobre et le 18 novembre sont donc devenus doublement historiques - à la fois pour la raison pour laquelle ils ont été convoqués, pour protester contre l'utilisation abusive de fonds publics, et parce qu'ils ont été les plus massifs depuis des décennies.

Une situation prérévolutionnaire est-elle ainsi créée ? Si oui, à qui cela profitera-t-il ? Si l'on scrute attentivement quelques périodes-charnières de l'histoire des révolutions, on constate qu'à la différence des révolutions du temps passé, les révolutions modernes sont faites par une minorité contre la majorité. Effectivement, quand on parle de "mobiliser les masses", on n'a en fait qu'un seul but : les immobiliser. Lorsque les agitateurs, instigateurs, meneurs, "leaders du peuple" auto-proclamés, charlatans, démiurges et faux-prophètes y sont parvenus au nom de la démocratie, c'est-à-dire lorsque cette majorité aura été frappée d'une paralysie généralisée, pétrifiée sur place, les "fruits" de la révolution leur tombent dans la main comme une pierre descellée.

De quel type de soutien a besoin la société civile haïtienne, y compris celui provenant des organisations internationales de la société civile et des organisations internationales ?

En Haïti plus d'un tiers des enfants sont non scolarisés. Le gouvernement manque la capacité et la volonté pour s'engager dans une politique de lutte contre la misère. Le soutien le plus fort dont la société civile haïtienne a besoin de la communauté internationale est celui dirigée à fournir dans le statut de bien public une éducation que l'Etat n'a pas pu jusqu'à date installer dans le pays. Mais la question du rôle de la société civile haïtienne face à une crise humanitaire est trop complexe. Il va falloir une lutte pour le contrôle de l'hégémonie, soit pour un changement logique et distributif des ressources dont à présent est un défi. On a bien vu que les motifs des acteurs politiques du pays depuis sont uniformes, alors il faut strictement conceptualiser la société civile stratégiquement comme un espace compétitif. Cela nécessitera que les acteurs politiques de la société civile Haïti œuvrent pour une société démocratique.

L'espace civique en Haïti est classé dans la catégorie 'obstrué' par le [CIVICUS Monitor](#).

Entrez en contact avec UFADI à travers son [site Web](#).